ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC **Index AI : AFR 25/009/2007 – ÉFAI**
4 mai 2007

Action complémentaire sur l'AU 88/07 (AFR 25/005/2007 du 16 avril 2007) – Détention au secret / Craintes de torture ou de mauvais traitements / Préoccupations d'ordre médical

ÉTHIOPIE **Bashir Ahmed Makhtal (h), ressortissant canadien**
Halima Badrudine Hussein (f), ressortissante comorienne
Ayub Abdurazak (h), résident français
Tesfaldet Kidane Tesfasgi (h), ressortissant érythréen, caméraman de télévision
Saleh Idris Salim (h), ressortissant érythréen, journaliste de télévision
Osman Ahmed Yassin (h), ressortissant suédois
Sophia Abdi Nasir (f), ressortissante suédoise
Ines Chine (f), ressortissante tunisienne
Abdi Muhammed Abdillahi (h), ressortissant kenyan

ainsi que 75 autres hommes, femmes et enfants de diverses nationalités

---

Bashir Ahmed Makhtal risque d'être victime de mauvais traitements, voire de torture, étant donné que le gouvernement éthiopien le soupçonne d'entretenir des liens avec un groupe armé d'opposition qui a commis un attentat contre un chantier pétrolifère dans l'est du pays le 24 avril. Amnesty International pense qu'il est détenu au secret dans les locaux du Département central d'enquêtes (également connu sous le nom de *Maikelawi*), dans la capitale, Addis-Abeba. Il n'a été inculpé d'aucune infraction.

Les autorités éthiopiennes ont annoncé qu'elles détenaient 41 personnes parmi les quelque 80 arrêtées alors qu'elles tentaient de franchir la frontière somalienne pour entrer au Kenya, et que 29 d'entre elles seraient libérées. On ignore toujours où se trouvent les autres personnes privées de liberté.

L'attentat du 24 avril a été perpétré par le Front de libération nationale de l'Ogaden (FLNO), qui lutte pour l'autodétermination de cette région située dans l'est de l'Éthiopie. Six ouvriers chinois et 65 Éthiopiens ont été tués au cours de cette attaque. Sept autres travailleurs chinois ont été enlevés par le FLNO, mais ont été relâchés le 29 avril.

Les autorités éthiopiennes soupçonnent Bashir Ahmed Makhtal, qui est originaire de l'ethnie somali, d'entretenir des liens avec le FLNO. Elles auraient fait pression sur lui pour qu'il confirme publiquement cette information. Amnesty International craint que cet homme ne soit soumis à la torture ou à d'autres formes de mauvais traitements destinés à le faire « avouer ».

Le 13 avril, Tesfaldet Kidane Tesfasgi et Saleh Idris Salim, deux journalistes érythréens détenus avec Bashir Ahmed Maktal, sont apparus sur des images diffusées à la télévision éthiopienne et sur un site Internet, Waltainfo.com. Ils ont été accusés d'être des soldats érythréens envoyés par les autorités de leur pays pour combattre en Somalie contre le gouvernement de cet État, qui est soutenu par l'Éthiopie. Tout comme Bashir Ahmed Maktal et les autres personnes détenues avec eux, ils n'ont été autorisés à entrer en contact ni avec un avocat, ni avec leurs proches, et ils n'ont pas été inculpés.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :
- dites-vous inquiet à l'idée que Bashir Ahmed Makhtal, Tesfaldet Kidane Tesfasgi et Saleh Idris Salim, qui ont été arrêtés alors qu'ils tentaient de franchir la frontière somalienne pour entrer au Kenya, avant d'être transférés en Éthiopie, soient maintenus en détention sans inculpation ni jugement ;
- exhortez les autorités à veiller à ce que Bashir Ahmed Makhtal ne soit ni torturé, ni victime d'autres mauvais traitements destinés à lui arracher des « aveux » diffusés ensuite à la télévision ;
- demandez-leur instamment de permettre sans délai à Bashir Ahmed Makhtal, Tesfaldet Kidane Tesfasgi et Saleh Idris Salim d'entrer en contact avec leurs avocats et leurs proches ;
- engagez les autorités à libérer ces trois hommes immédiatement, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi.

APPELS À :

Premier ministre :
His Excellency Meles Zenawi, Office of the Prime Minister, PO Box 1031, Addis-Abeba, Éthiopie
Fax : +251 11 1552020
Formule d'appel : *Dear Prime Minister,* / Monsieur le Premier ministre,

Ministre des Affaires étrangères :
Mr Seyoum Mesfin, Ministry of Foreign Affairs, PO Box 393, Addis-Abeba, Éthiopie
Fax : +251 11 551 43 00
Email: mfa.addis@telecom.net.et
Formule d'appel : *Dear Minister,* / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Ministre de la Justice :
Mr. Assefa Kesito, Ministry of Justice, PO Box 1370, Addis-Abeba, Éthiopie
Fax : +251 11 5517775 / 5520874
Email: ministry-justice@telecom.net.et
Formule d'appel : *Dear Minister,* / Monsieur le Ministre,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Éthiopie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 15 JUIN 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : **http://www.efai.org**